

La Sécurité alimentaire:

De nouvelles approches
pour faire face à une
nouvelle réalité



*Table de Concertation sur la Faim et
le Développement Social de l'Outaouais*

Mercredi 27 janvier
2010

Table des matières

1.	<i>L'apéritif</i>	1
	Mot de bienvenue	1
2.	<i>Aiguisons nos couteaux</i>	3
2.1.	Bilan Faim	3
2.1.	Appartenance et solidarité : les moteurs à l'achat régional	10
2.2.	Souveraineté alimentaire en Outaouais : le point de vue de la TCAO	16
2.3.	Coûts comparatif en épicerie	19
3.	<i>Les gourmandises</i>	25
4.1.	Programme « Bouffe-Santé »	25
4.2.	Jardin Éducatif du Pontiac	26
4.3.	Magasin Partage Alimentaire	28
4.4.	Formation en alimentation	29
4.	<i>Le dessert</i>	30
5.1.	Regard sur le monde	30
5.	<i>Le digestif</i>	34
6.1.	Rêvons : perspectives d'avenir	34
6.2.	Mot de la fin	35
6.	<i>Glossaire</i>	36
7.	<i>Bibliographie</i>	38

Liste des figures

Figure 1. Nombre de personnes aidées par des banques alimentaires au Canada : 1989, 1997-2009 (en mars de chaque année, en milliers) _____	3
Figure 2. Utilisation des banques alimentaires en pourcentage de la population, par province : 1999, 2007-2009 (en mars de chaque année, en pourcentage) _____	4
Figure 3. Composition familiale des ménages aidés (mars 2009) _____	5
Figure 4. Principale source de revenu des ménages aidés (mars 2009) _____	5
Figure 5. Situation du logement des clients des banques alimentaires (mars 2009) _____	6
Figure 6. Fréquence des visites _____	7
Figure 7. Sources de revenus _____	7
Figure 8. Types de ménages _____	7
Figure 9. Catégories d'âges _____	8
Figure 10. L'achat régional existe _____	10
Figure 11. Les variables explicatives _____	11
Figure 12. Identité personnelle - sociale _____	12
Figure 13. Deux créneaux de produits régionaux _____	14
Figure 14. Prix total du panier d'épicerie le 16 novembre 2009 _____	20
Figure 15. Prix total du panier d'épicerie le 1 ^{er} décembre 2009 _____	20
Figure 16. Prix comparatif. _____	21
Figure 17. Prix du 16 novembre 2009 comparé avec la moyenne. _____	21
Figure 18. Prix du 1 ^{er} décembre 2009 comparé avec la moyenne. _____	21
Figure 19. Écart dans les prix du 16 novembre 2009. _____	22
Figure 20. Écart dans les prix du 1 ^{er} décembre 2009. _____	22

Liste des tableaux

Tableau 1. Utilisation des banques alimentaires au Canada, par province	4
Tableau 2. La force des sentiments pour sa communauté humaine (A.T.)	14
Tableau 3. Mise en situation, magasins visités	19
Tableau 4. Écart dans les prix des produits d'épicerie.	23
Tableau 5. Écart dans les prix totaux du panier d'épicerie.	23

1. L'apéritif

Mot de bienvenue

*Sylvie Filiou, Directrice,
CDC Rond Point
Membre du CA de la TCFDSO*

Bonjour à tous et toutes, et bienvenue à la Journée de Réflexion sur la Sécurité Alimentaire. Je n'ai pas pu être présente aujourd'hui pour vous lire le mot de bienvenue mais grâce à la TVC Basse-Lièvre c'est une réalisation qui a été possible.

Donc, je tiens à souligner également l'initiative de la Table de Concertation sur la Faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO) pour l'organisation de cette journée de réflexion.

Vous avez certainement remarqué que la TCFDSO s'est donné une nouvelle image. Voyez les dépliants autour de vous, aux couleurs de vert et or. Les trois farandoles de personnages représentent le partage et les trois germes de blé représentent eux l'alimentation de base, donc l'ingrédient de l'alimentation de base.

Quand on m'a demandé de faire le mot de bienvenue pour cette journée, je me suis toute suite demandée à quoi ça sert une journée de réflexion pour la sécurité alimentaire ? Certainement pour faire connaître à un plus grand nombre de personnes en Outaouais la réalité sur l'insécurité alimentaire en Outaouais.

Comme principe de base, nous avons tous droit à la sécurité alimentaire, on s'entend là-dessus. Toute personne devrait avoir droit de s'alimenter. Mais nous savons tous très bien que ce principe de base n'est pas la réalité dans notre communauté et ailleurs dans le monde d'ailleurs.

La sécurité alimentaire c'est quoi ? C'est de ne pas avoir les moyens physiques et économiques de se procurer la nourriture, afin de s'alimenter sainement ?

Je n'ai pas cherché à connaître la définition de la sécurité alimentaire, en existe-t-il une vraiment, je ne le sais pas. Mais chose certaine l'insécurité alimentaire existe vraiment et elle existe ici en Outaouais.

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la pauvreté est une des causes majeures de l'insécurité alimentaire. Les organismes communautaires, les soupes populaires, les cuisines collectives et bien d'autres se sont donné des moyens pour réaliser la sécurité alimentaire. Ces travailleurs du communautaire s'acquittent de cette responsabilité tant bien que mal avec les moyens disponibles.

Réaliser la sécurité alimentaire est donc une tâche complexe. Le gouvernement, les organisations publiques, privées, les institutions financières doivent collaborer entre eux à mettre en place des programmes, des politiques pour favoriser un accès équitable aux denrées. La contribution du gouvernement est essentielle, mais comme je l'ai déjà mentionné le problème de l'insécurité alimentaire est complexe, et je crois sincèrement que c'est avec des actions concertées, des actions locales dans chacun de nos milieux que nos communautés auront finalement droit à la sécurité alimentaire.

Une fois que nous prenons conscience du problème de l'insécurité alimentaire il faut des leaders, il faut de la volonté pour être capables de réaliser la sécurité alimentaire.

Avant de terminer, j'ai voulu imaginer un personnage, que vous rencontrez probablement souvent dans vos milieux.

J'ai voulu relier l'accès physique et économique des denrées de ce personnage que j'appellerai M Sans-le-sou.

M Sans-le-sou, je le connais bien.

Il habite dans un des quartiers les plus défavorisés de Buckingham qu'on appelle « le Petit Québec ». Dans la quatrième ville en importance au Québec, la quatrième agglomération urbaine en importance au pays, une population hautement scolarisée, une population jeune et dynamique, un coût de logement très avantageux, un taux de chômage parmi les plus bas au Québec et au Canada, un coût d'électricité parmi les plus bas en Amérique du Nord, un des plus importants Centre de Santé et de Services Sociaux au Québec.

M Sans-le-sou n'as pas de voiture et l'épicerie à grande surface la plus près de chez lui est située à 2,7 km. Afin de profiter du meilleur pouvoir d'achat, M Sans-le-sou décide de faire son épicerie à cet endroit.

M Sans-le-sou n'ayant pas de voiture, mais ayant une volonté du tonnerre, décide qu'il pourrait très bien s'y rendre à pied. En consultant l'itinéraire en utilisant un moteur de recherche (internet) s'aperçoit qu'il lui faudra 30 minutes pour aller à l'épicerie et 30 minutes pour en revenir, et ça c'est sans compter l'embarras des sacs. Il décide donc de choisir une deuxième option, soit l'autobus.

Toujours avec le même moteur de recherche il se rend sur le site de la STO afin de connaître l'horaire et également le trajet de la ligne 96 puisque c'est la seule ligne qui se rend à cet endroit. Mais peine perdue, même en essayant très fort, il n'a pas réussi à savoir où prendre l'autobus et à quelle heure. Il abandonne donc cette option puisque de toute façon, avec tous ses sacs ça va quand même lui coûter 6,60 \$.

Il décide donc d'opter pour son dernier choix, soit le taxi. M Sans-le-sou téléphone au taxi afin de savoir combien coûte le trajet pour se rendre à cette l'épicerie grande surface. La dame lui répond c'est 9 \$: 9\$ pour aller, 9 \$ pour le retour. M Sans-le-sou s'est dit 18 \$ c'est bien trop cher.

Décidément M Sans-le-sou ayant épuisé toutes ses ressources, décide qu'il vaut mieux aller au dépanneur juste à côté, même s'il sait très bien que ce qu'il achètera lui coûtera bien plus cher. Mais, comme il connaît bien le type du dépanneur, il en profitera pour acheter un petit peu plus que prévu à son budget, puisque il a la possibilité d'un crédit qu'il pourra rembourser à son prochain chèque de paie. Et voilà, un dépanneur à quoi ça sert, ça sert à dépanner. Alors c'est l'histoire de M Sans-le-sou.

Ai-je répondu à ma question à quoi ça sert une journée de réflexion ? Ça sert à réfléchir, prendre conscience du problème et agir tous ensemble.

Merci, et bonne journée de réflexion !

2. Aiguisons nos couteaux

2.1. Bilan Faim

*Jean Pigeon, Directeur,
Moisson Outaouais*

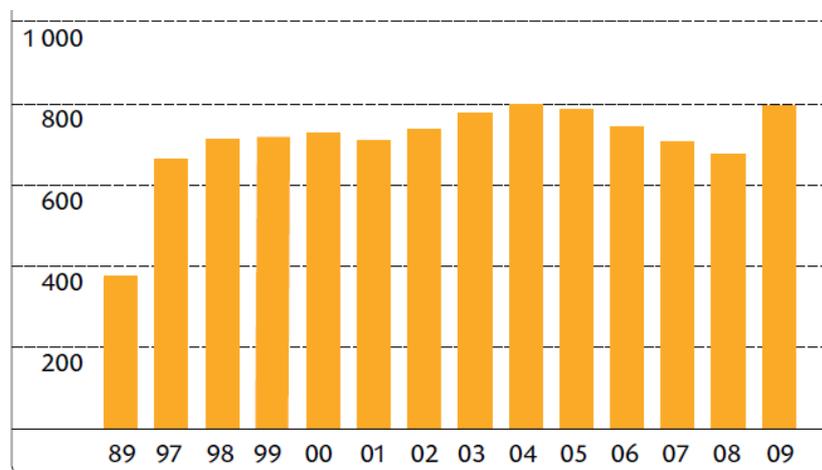
3

Les données présentées aujourd'hui viennent de Banques Alimentaires Canada. On va partir du National et nous arriverons en Outaouais

En 2009 **794 738** Canadiens ont visité une banque alimentaire afin de recevoir de l'aide au mois de mars – une augmentation de 18 % par rapport à mars 2008

37 % des personnes aidées sont des enfants, ce qui représente un chiffre énorme pour le Plan de lutte contre la pauvreté au Canada.

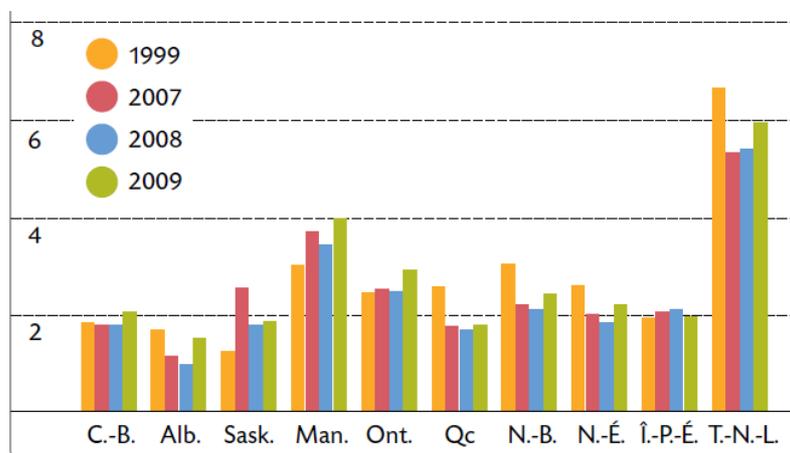
Figure 1. Nombre de personnes aidées par des banques alimentaires au Canada : 1989, 1997-2009 (en mars de chaque année, en milliers)



Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

L'achalandage dans les banques alimentaires suit les dépressions économiques.

Figure 2. Utilisation des banques alimentaires en pourcentage de la population, par province : 1999, 2007-2009 (en mars de chaque année, en pourcentage)



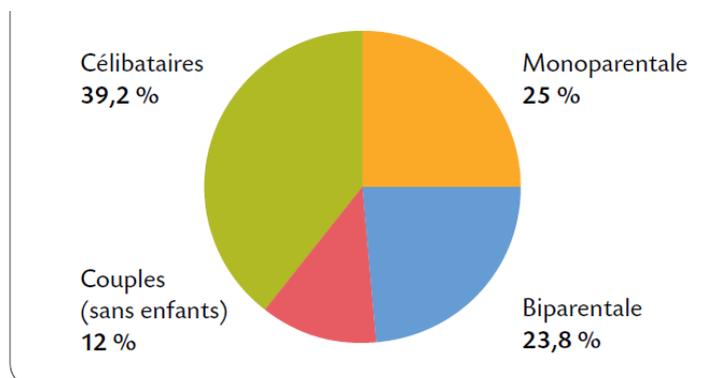
Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

Tableau 1. Utilisation des banques alimentaires au Canada, par province

Province/Territoire	Personnes aidées, mars 2009	Personnes aidées, mars 2008	Changement, 2008-2009	Variation en pourcentage, 2008-2009	Pourcentage d'enfants, mars 2009
Colombie-Britannique	89 886	78 101	11 785	15,1 %	31,4 %
Alberta	53 976	33 580	20 396	60,7 %	43,2 %
Saskatchewan	18 875	17 751	1 124	6,3 %	44,4 %
Manitoba	47 925	40 464	7 461	18,4 %	48,7 %
Ontario	374 230	314 258	59 972	19,1 %	37,6 %
Québec	137 464	127 536	9 928	7,8 %	33,9 %
Nouveau-Brunswick	17 889	15 638	2 251	14,4 %	33,8 %
Nouvelle-Écosse	20 344	16 915	3 429	20,3 %	34,1 %
Île-du-Prince-Édouard	2 706	2 892	-186	-6,4 %	35,8 %
Terre-Neuve-et-Labrador	30 014	27 260	2 754	10,1 %	37,4 %
Territoires	1 429	1 340	89	6,6 %	36,5 %
Canada	794 738	675 735 ⁶	119 003	17,6 %	37,2 %

Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

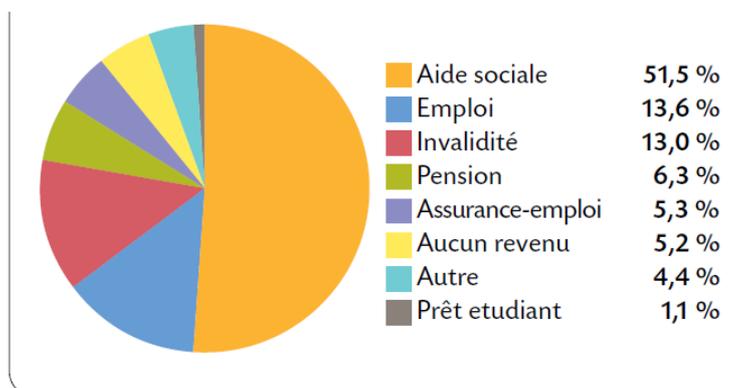
Figure 3. Composition familiale des ménages aidés (mars 2009)



Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

19% déclarent recevoir un salaire d'un emploi courant ou récent. 55 % des personnes reçoivent de l'aide sociale. De génération en génération il y a même un peu de dégradation.

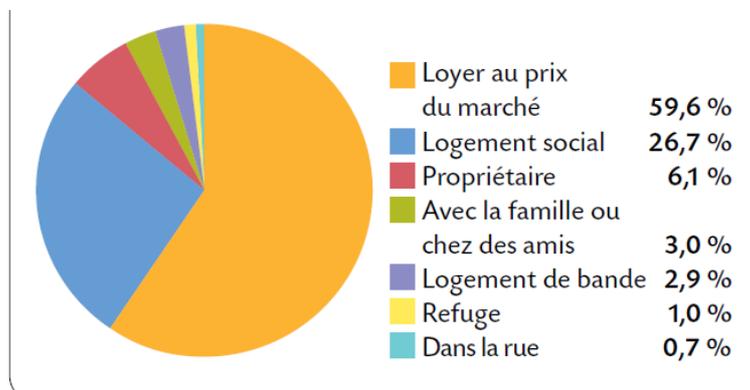
Figure 4. Principale source de revenu des ménages aidés (mars 2009)



Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

87 % habitent un logement loué

Figure 5. Situation du logement des clients des banques alimentaires (mars 2009)



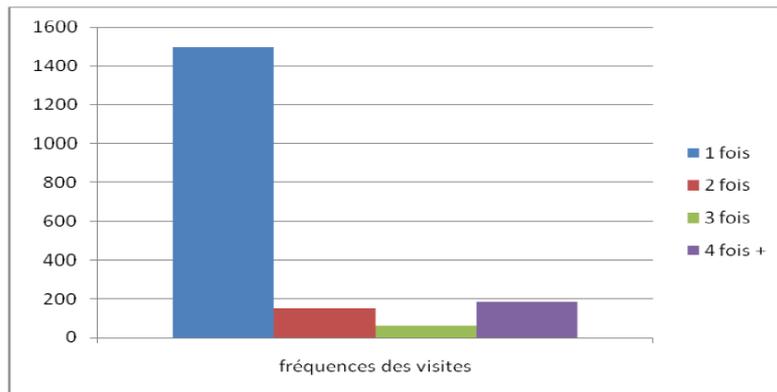
Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

28% des banques alimentaires ont un financement insuffisant
31% des banques alimentaires manquent de denrées pour répondre à la demande
36 % des banques alimentaires ont dû distribuer moins de denrées que d'habitude
8,8 % de la population, soit 2,7 million de personnes, connaîtront l'insécurité alimentaire à un moment ou à un autre au cours de l'année

Faits saillants au Québec :

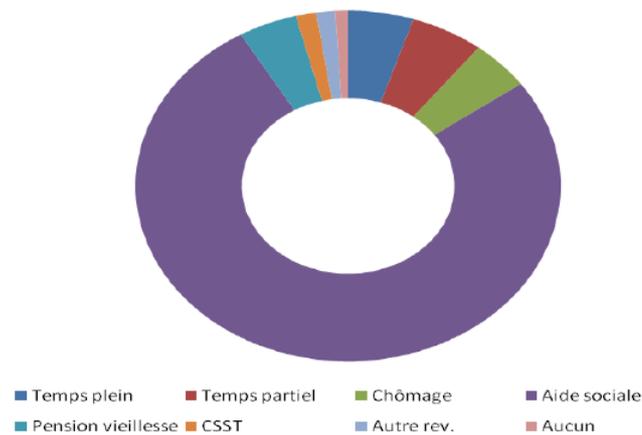
- 137 464 individus aidés, mars 2009
- + 8 % augmentation depuis mars 2008
- 34 % sont des enfants
- 11,5 % déclarent avoir des revenus d'emploi
- 4 % bénéficient de l'assurance-emploi
- 66 % bénéficient de l'aide sociale
- 78 % des banques alimentaires rapportent une augmentation

Figure 6. Fréquence des visites



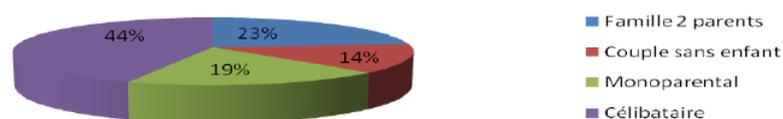
Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

Figure 7. Sources de revenus



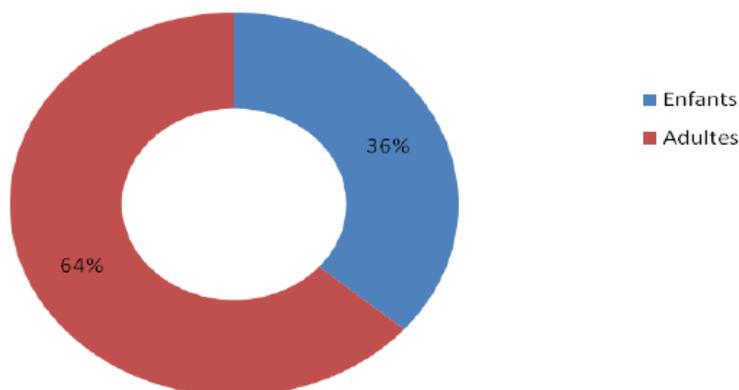
Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

Figure 8. Types de ménages



Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

Figure 9. Catégories d'âges



Source : Bilan-Faim Banques alimentaires Canada 2009 ; Bilan Faim Moisson Outaouais 2009 ; Étude de Faisabilité Moisson Outaouais/Belleau gestion et planification.

Faits saillants en Outaouais

- **6905** individus aidés mensuellement
- Une augmentation de **6%** depuis 2008
- **36%** sont des enfants
- **1840** dépannages alimentaires
- **21028** repas servis chaque mois
- **565 000** kilos de nourriture en 2008
- Valeur marchande de **2,6 millions** de dollars
- **28 organismes** desservis par la banque alimentaire régionale
- Plus de **50 000 heures de bénévoles** pour combattre la faim
- **16%** des personnes aidées ont comme principale source de revenus **un emploi**
- **41%** des personnes aidées sont des **familles**

Selon l'Institut de la statistique du Québec, on compte 924951 personnes à faible revenu avant impôt (12,3% de la population totale) au Québec en 2006 et 678401 personnes à faible revenu après impôt (9,0% de la population totale) au Québec en 2006.

En posant l'hypothèse que le taux de personnes à faible revenu en Outaouais est semblable à celui du Québec, le nombre de personnes à faible revenu avant impôt serait de 52 653 et le nombre de personnes à faible revenu après impôt serait de 31 210 en Outaouais en 2006.

C'est donc tout près de 10% de la population de l'Outaouais qui souffre d'insécurité alimentaire. Notre belle région cache sous son apparence de prospérité un bien triste portrait, celui de la faim. Personne ne choisit d'être dans une telle situation. Plusieurs personnes ont perdu leurs emplois, d'autres s'efforcent tant bien que mal à joindre les deux bouts mais leur maigre salaire ne leur permet pas une qualité de vie confortable.

Comment réduire la faim?

- 1. Maintenir les niveaux de transferts fédéraux prévus, notamment le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, aux gouvernements provinciaux, territoriaux et des Premières nations.
- 2. Rendre le système de l'assurance-emploi plus équitable et plus général, en modifiant les heures exigibles pour l'admissibilité, le niveau des prestations et leur durée.
- 3. Mettre en place une stratégie fédérale et provinciale de prévention et de réduction de la pauvreté avec des objectifs et des calendriers mesurables.
- 4. Investir dans l'aménagement de logements sociaux.
- 5. Augmenter la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) jusqu'à un maximum de 5 000 \$ par enfant, et par an (par rapport à environ 3 300 \$), pour faire en sorte que les parents reçoivent une aide appropriée pour élever leurs enfants.
- 6. Rehausser les niveaux de prestations du Supplément de revenu garanti. Bien que le programme de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le SRG font que la majorité des personnes âgées à faible revenu sont au dessus du seuil de faible revenu après impôt, les prestations annuelles maximales d'environ 14 000 \$ restent tout de même assez maigres.

Quelques pistes de réflexion

- 1. Multiplier les contacts avec les organismes de services sociaux et communautaires – Comment peut-on travailler ensemble dans le but d'accroître les débouchés économiques des personnes ayant un faible revenu et connaissant la faim, et qui sont confrontées aux barrières de l'emploi?
- 2. Étudier les possibilités de stages bénévoles, une bonne implication bénévole peut ouvrir la voie à un emploi bien rémunéré à des personnes sans emploi ou sous-employées.
- 3. Faire un examen interne – vos politiques ou vos pratiques défavorisent-elles les personnes confrontées aux barrières de l'emploi?



2.1. Appartenance et solidarité : les moteurs à l'achat régional

*Normand Bourgault, Professeur de marketing,
Université du Québec en Outaouais (UQO)*

La pauvreté et la sécurité alimentaire m'intéressent particulièrement. Quand j'ai préparé ma présentation, j'ai essayé de vous donner la théorie pour vous amener un peu plus loin, à des conclusions et à des actions qui vont permettre de développer l'économie régionale, l'économie locale.

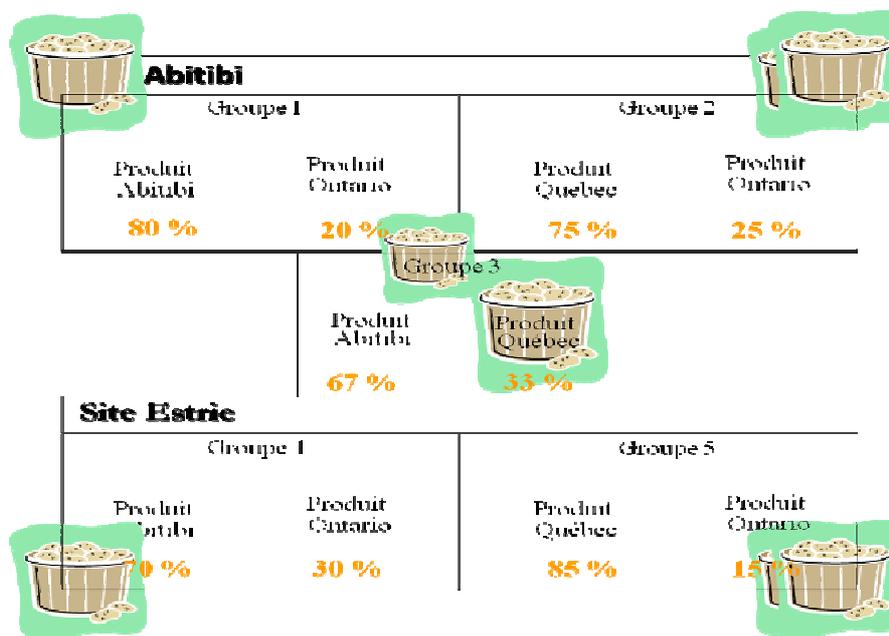
Un rappel sur l'achat régional : les consommateurs ont démontré leur volonté d'acheter localement. Nous nous sommes installés en magasin et avons offert des pommes de terre de différentes régions : Pommes de terre 10 lb de l'Abitibi 1,99\$, Pommes de terre 10 lb de l'Ontario 1,99\$, donc à prix égal. Les clients ont choisi à 80% les pommes de terres 10 lb de l'Abitibi et à 20% les autres. Le pourquoi est intéressant et ce sont des résultats sur lesquels on peut agir.

Une deuxième expérience : Produits du Québec dans un présentoir et Produits de l'Ontario dans un autre. Les clients ont choisi à 70 % ceux du Québec.

On se dit que peut-être si l'information n'est pas claire, les clients ne semblent pas interpellés par les produits du Québec.

10

Figure 10. L'achat régional existe



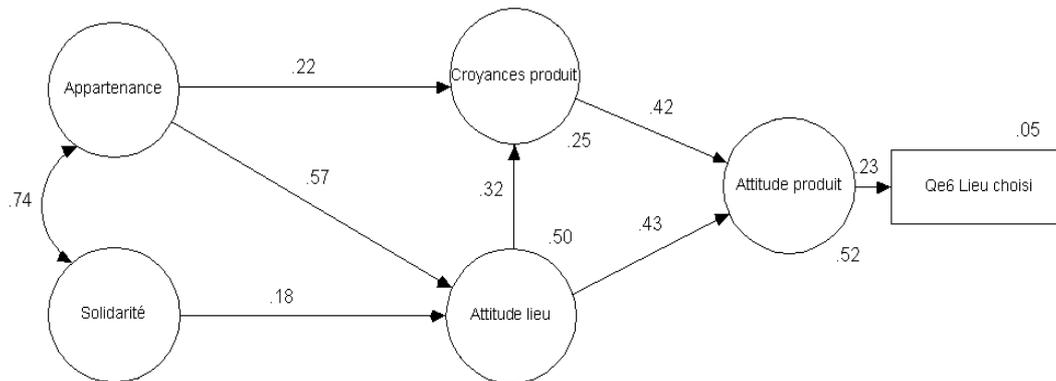
Dans une troisième expérience où l'information était claire et disponible, les consommateurs ont choisi à 85% les produits du Québec. Conclusion : Les gens achètent localement lorsque l'information est claire et disponible en magasin.

Donc les gens veulent acheter des produits de leur région. Lorsqu'on sait pourquoi, alors on peut stimuler cet achat.

Les moteurs à l'achat régional

À l'aide d'un questionnaire rempli par les consommateurs on a pu constater que les variables qui déterminent l'achat local sont au nombre de 4 : le sentiment d'appartenance, le besoin d'appartenir à une communauté; la solidarité, pas parce que cela nous concerne mais parce que nous voulons aider.

Figure 11. Les variables explicatives



L'appartenance

En sachant comment on la mesure, on sait comment la provoquer.

L'appartenance c'est une motivation permanente. L'être humain est tribal, on veut appartenir à un groupe à long terme pour retirer une certaine satisfaction. C'est une émotion, ça vient nous chercher, ce n'est pas raisonnable, l'émotion est plus forte que le côté cognitif. Quand on fait du marketing, on commence par s'adresser aux sens, après ça, on essaie la force raisonnable : (acheter un gros char... vous aller pouvoir mettre toute votre épicerie et votre famille, et...). C'est la croyance de faire partie d'une communauté d'individus, où on partage des valeurs, où on a une vision commune à 80% et on a une vision commune de notre destin. Ça nous permet de savoir qui on est, de quoi on veut avoir l'air. L'identité personnelle est véhiculée par les objets qu'on utilise. Il y a des comportements de groupes, on doit utiliser des articles qui appartiennent au groupe.

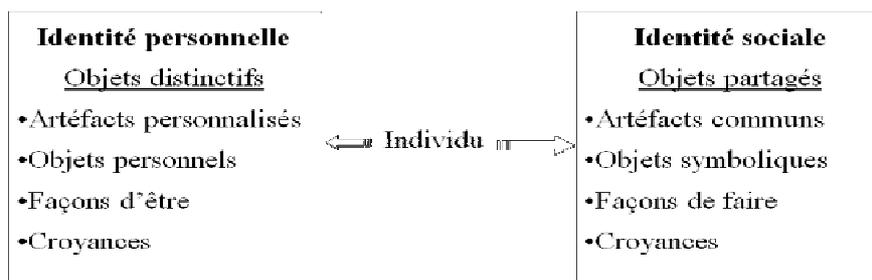
Même un sac de pommes de terre peut montrer l'appartenance à notre région, bientôt on pourra acheter le lait de l'Outaouais, de notre région.

Le besoin d'appartenance : Motivation permanente à former et maintenir au moins un minimum de relations interpersonnelles à long terme, positives et significatives. Besoin inné chez l'humain.

Sentiment d'appartenance : Émotion liée à la croyance personnelle...

- de faire partie d'une communauté d'individus...
- de partager une vision commune de son destin et de son territoire...
- et qui participe au besoin d'identité sociale d'un individu.

Figure 12. Identité personnelle - sociale



Un produit constitue un symbole d'appartenance et de solidarité.

12

Deux mesures de l'appartenance

Il y a deux mesures pour l'appartenance : une objective et une subjective.

La mesure objective c'est la moins bonne. Quelle langue parlez-vous, votre religion, vos origines ancestrales.

La mesure subjective : C'est le témoignage. On demande à une personne : Est-ce que vous êtes membre d'un groupe?, s'il le déclare, on doit le considérer comme vrai. C'est donc emmener les gens à se sentir membres du groupe pour être sûrs que l'on partage des valeurs communes.

Comment on la mesure cette appartenance-là, afin de l'utiliser de façon rétroactive pour stimuler l'appartenance. Les échelles de mesure sont les suivantes : Je m'identifie à ce groupe, je suis content, je me sens soutenu, je pense que le groupe va bien, travaille bien ensemble, je m'intègre bien, je me sens un membre important dans le groupe.

Développer qu'un groupe a beaucoup d'importance pour les membres.

Mesure objective : Par des critères comme la langue, la religion, les habitudes communes, les origines ancestrales.

Mesure subjective : Par un acte d'auto-assignation d'un individu à un groupe de personnes dont il déclare être membre.

Échelle d'identification à un groupe (exemple) :

1. Je m'identifie à ce groupe
2. Je suis content d'appartenir à ce groupe
3. Je me sens soutenu par ce groupe
4. Je pense que ce groupe travaille bien ensemble
5. Je me vois comme un membre important de ce groupe
6. Je m'intègre bien avec les autres membres
7. Je considère ce groupe comme important
8. Je me sens à l'aise avec les membres de ce groupe
9. Je me sens très attaché à ce groupe

La solidarité

La solidarité c'est une relation entre personnes qui invite à se porter assistance mutuellement. Les individus sont amenés à développer de la solidarité pour obtenir des avantages comme la loyauté, la solidarité, la réciprocité car on s'attend que si on a besoin d'aide, le groupe va venir à notre aide. La solidarité c'est un partage.

Quand on demande aux gens pourquoi ils achètent localement, une des réponses c'est parce qu'ils veulent appuyer l'économie locale, ils veulent appuyer les producteurs de leur groupe, ils veulent s'identifier et être identifiés par le groupe.

On devrait avoir des campagnes de communication ou des activités qui rehaussent les caractéristiques de notre région.

On achète des produits locaux parce que lorsque nous avons un sentiment d'appartenance, on pense que les produits de notre région, de notre groupe, sont meilleurs. La qualité perçue est rehaussée en développant l'appartenance et la solidarité. Plus le groupe est proche de nous, plus la solidarité est forte. Donc c'est un marché de proximité.

Définition de la solidarité:

- Relation entre des personnes qui les pousse à se porter assistance mutuellement.
- Les individus sont amenés à développer des solidarités pour obtenir des avantages comme la loyauté et la réciprocité d'entraide des membres du groupe.

Solidarité... sur le terrain

Les acheteurs privilégient l'achat local...

- Pour participer au développement de l'économie
- Pour aider ou appuyer des producteurs de leur groupe économique
- Pour s'identifier et être identifiés au groupe

L'attitude envers un lieu de production

Le gens qui ont peu de moyens ainsi que les gens qui ont beaucoup de moyens sont intéressés à acheter localement. Ce qui amène les gens à acheter local, c'est l'appartenance.

Naturellement, les gens pensent que leur région est leur groupe, alors ils pensent que leur région est la meilleure, sinon, ils changent de groupe.

La prédisposition à répondre favorablement ou défavorablement en fonction des croyances et des pratiques alimentaires et agroalimentaires attribuées au groupe d'un lieu de production traduit le sentiment d'appartenance.

Appartenance à :

Sa région > à sa province > à une autre région

Solidarité à :

Sa région > à sa province > à une autre région

Le consommateur type de produit régional...

- Son profil n'est pas sociodémographique
- Il est psychographique!
- Forte appartenance
- Forte solidarité
- Forte attitude envers le lieu

14

Tableau 2. La force des sentiments pour sa communauté humaine (A.T.)

Appartenance	Solidarité	Croyances envers le produit	Attitude envers le lieu	Attitude envers le produit
6,07	6,6	5,4	6,6	6,1

Moyenne sur une échelle de 1 à 7 : 1 = aucune et 7 = très forte

La sécurité alimentaire régionale

Figure 13. Deux créneaux de produits régionaux



Dans le cas des produits de commodité (ce sont des produits quotidiens) on doit avoir des prix bas, il faut les négocier.

Dans les produits de luxe (spécialité), les gens n'acceptent pas de substituts.

Il nous faut des producteurs locaux ainsi que des consommateurs de produits locaux.

Produit régional de commodité

- Le prix est un critère important d'achat
- Acheté fréquemment
- Acheté de façon routinière
- Achat planifié

Produit régional de spécialité

- Le client :
 - N'accepte pas de substituts
 - Ne les compare pas à d'autres
 - Ne magasine pas
- Le client connaît :
 - Ses exigences et ses attentes
 - Le produit
 - Les caractéristiques
 - La marque
 - Le producteur

La réciprocité est importante. Lorsqu'on achète des tomates au jardin Eardley, on s'attend à ce qu'eux à leur tour, ils achètent d'autres services localement. Cela favorise les relations dans le réseau.

Les produits de la région sont vraiment meilleurs qu'ailleurs. C'est vrai!

Producteurs et consommateurs ont des intérêts communs... Pour acheter des produits régionaux, il faut des producteurs de produits régionaux

Réciprocité entre producteurs et consommateurs :

- Forme d'obligations basée sur les relations antérieures
- Des actions posées par une partie à l'échange seront répliquées par les autres parties, car chacun anticipe le sentiment de culpabilité s'il viole la règle de réciprocité
- Elle favorise :
 - une atmosphère positive
 - renforce la loyauté
 - motive à maintenir et développer des relations entre les réseaux
- Générer la réciprocité régionale...
 - Développer l'appartenance
 - Stimuler la solidarité
 - Tonifier l'attitude positive envers la région de production
 - Renforcer les croyances – produits
- La réciprocité régionale est une composante de la sécurité alimentaire!. Elle doit se faire entre le regroupement régional de producteurs et le regroupement régional de consommateurs.



2.2. Souveraineté alimentaire en Outaouais : le point de vue de la TCAO

*Vincent Philibert, Coordonateur,
Table de Concertation Agroalimentaire de l'Outaouais (TCAO)*

La Table de Concertation Agroalimentaire de l'Outaouais (TCAO) est un organisme à but non lucratif créé pour stimuler, orienter et soutenir le développement de l'agroalimentaire régional.

La TCAO est un lieu de travail et d'échanges pour les organismes et les entreprises œuvrant ou gravitant autour du secteur agroalimentaire de la région de l'Outaouais.

La TCAO fonctionne avec un conseil d'administration qui regroupe 20 membres provenant des différents maillons de la filière agroalimentaire régionale et des organismes de développement œuvrant localement et régionalement.

Sa mission est de favoriser la concertation des partenaires et la coordination des efforts de développement du milieu agroalimentaire de l'Outaouais.

Son mandat principal est d'élaborer et d'assurer le suivi de la planification stratégique régionale pour le développement du secteur agroalimentaire de l'Outaouais et du plan d'action qui en découle.

La TCAO a développé une expertise en:

- Mise en valeur de la filière agroalimentaire régionale
- Campagne régionale
- Répertoire agroalimentaire régional
- Parcours agrotouristique régional (Parcours Outaouais gourmet)
- Agent de support à la commercialisation régionale



Portrait régional

Filière agroalimentaire:

- Production agricole
- Transformation des aliments et boissons
- Commerce de gros et de détail des produits alimentaires
- Industrie de la restauration

La filière agroalimentaire outaouaise en 2007, c'est :

- 14 300 emplois (8% des emplois totaux)
- Commerce de détail et restauration = 85% des emplois
- Agriculture: 1 700 emplois
- Transformation: 200 emplois
- Commerce de gros: 400 emplois

(source: MAPAQ, 2008, *Portrait sommaire: l'industrie agricole et agroalimentaire du secteur de l'Outaouais*)

La production agricole en 2007 en Outaouais été réalisée grâce à 1 018 fermes

- 607 en production bovine
- 106 en autres productions animales (porcs, chèvres, brebis, poulets, chevaux, sangliers, cerfs, bisons, abeilles...)
- 102 en production laitière
- 98 en grandes cultures (blé, maïs, soya...)
- 85 en production horticole (fruits et légumes)
- 20 en acériculture et boisés agricoles

(source: MAPAQ, 2008, *Portrait sommaire: l'industrie agricole et agroalimentaire du secteur de l'Outaouais*)

- Spécialisation bovine
 - 31 500 vaches de boucherie
 - 41% des revenus agricoles régionaux
 - 75% production vache-veau
- Industrie laitière: 27% des revenus régionaux

(source: MAPAQ, 2008, *Portrait sommaire: l'industrie agricole et agroalimentaire du secteur de l'Outaouais*)

Taille des entreprises agricoles

Selon le MAPAQ (2009), en 2008 le chiffre d'affaires moyen en Outaouais été de 87 564\$ tandis que la moyenne provinciale en 2007 été de plus de 330 000 \$ selon l'Institut de la statistique du Québec, 2009, *Revenus et dépenses d'exploitation selon la tranche de revenu de l'exploitation agricole, Québec, Ontario et Canada (2007)*

Vente directe: (source: MAPAQ, 2009)

- 2008: 195 fermes (19%)
- Chiffre d'affaires moyen: 117 508\$
- Revenus totaux de 22 914 000\$

En comparaison: (source: MAPAQ, 2008, *Bottin statistique de l'alimentation, Édition 2008*)

- 2008: magasins d'alimentation = 637 000 000\$

Transformation alimentaire

- Spécialisée: viandes, poissons, produits laitiers, fruits et légumes, boulangerie, produits de l'érable et miel
- 2007:
 - 70 établissements au CQIASA
 - 10 établissements à l'Agence canadienne d'inspection des aliments

(source: MAPAQ, 2008, *Portrait sommaire: l'industrie agricole et agroalimentaire du secteur de l'Outaouais*)

En résumé:

- Entreprises agroalimentaires de petite taille
- Productions diversifiées
- Grande partie de la production spécialisée au niveau bovin



Souveraineté alimentaire en Outaouais

« La souveraineté alimentaire, c'est la possibilité pour une population de maîtriser les choix essentiels qui lui permettent d'assurer sa sécurité alimentaire » (Van Der Steen, 2002)

« La souveraineté alimentaire engage les pays à d'abord nourrir leur population, à même les ressources de leur territoire agricole » (Équiterre, 2010)

La vision de la TCAO: Faire en sorte que les consommateurs, dans leurs choix alimentaires, aient le plus de produits de l'Outaouais possible.

Principaux facteurs limitatifs

- Faible volume de production
- Distribution limitée
- Coûts supérieurs

Quelques exemples de qualité régionale:

- Bœuf nourri à l'herbe: riche en Oméga 3 et acide linoléique conjugué
- Bison: 75% plus de fer que le bœuf et moins calorique que le poulet
- Nombreuses productions animales naturelles
- Grande diversité de produits biologiques



2.3. Coûts comparatif en épicerie

Jacinthe Mathieu, Organisatrice communautaire,
CLSC Saint-Rédempteur / CSSSG

Prémises

1. Étude non-scientifique
2. Ajustements / standardisation
3. Non-disponibilité de certains produits: complété avec le prix moyen

Hypothèse de départ

1. Le panier d'épicerie coûte plus cher en milieu rural
2. Les produits coûtent plus cher le 1^{er} de chaque mois
3. Les produits coûtent moins cher la semaine de paie des fonctionnaires fédéraux (du moins en milieu urbain / basé sur les spéciaux des circulaires)

19

Tableau 3. Mise en situation, magasins visités

Marché	Nombre	Localité
Metro	3	Buckingham/St-Andrée Avelin/Gracefield
IGA	2	Aylmer/Farm Point
Super C	2	Hull/Aylmer
Maxi	2	Buckingham/Maniwaki
Richelieu	2	Masham/Perkins
AXEP	2	Wakefield/St-Pierre-de-Wakefield
Loblaws	1	Hull
Bonichoix	1	Campbell's Bay
Fresmart	1	Chelsea
Tigre Geant	1	Wakefield
	17	12 localités / 15 intervenants

Figure 14. Prix total du panier d'épicerie le 16 novembre 2009

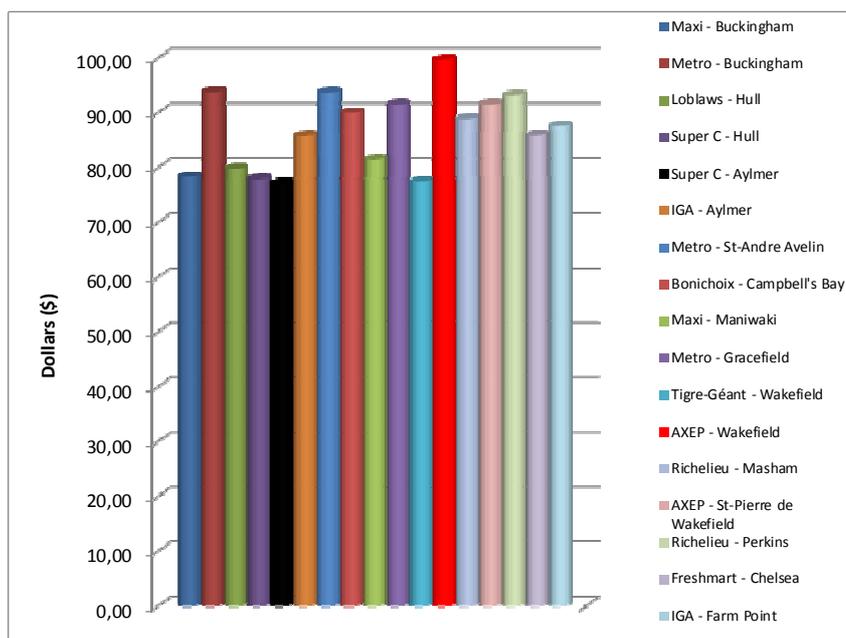


Figure 15. Prix total du panier d'épicerie le 1^{er} décembre 2009

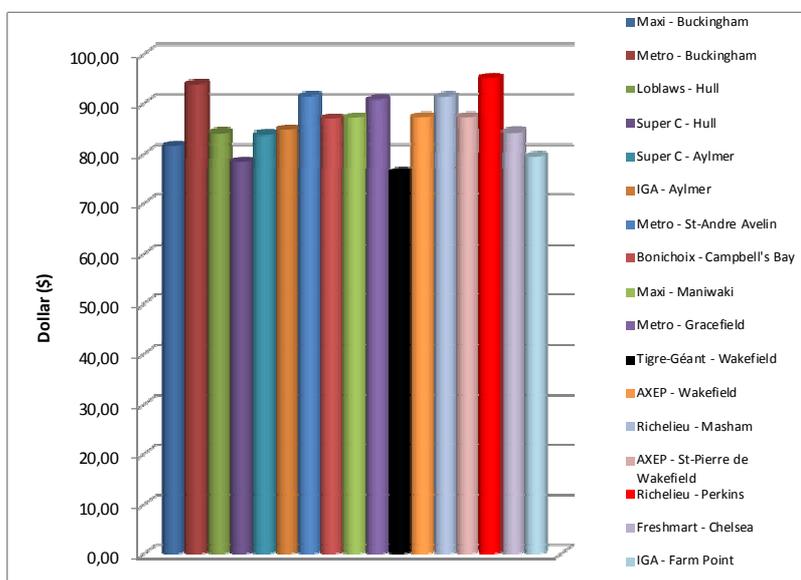


Figure 16. Prix comparatif.

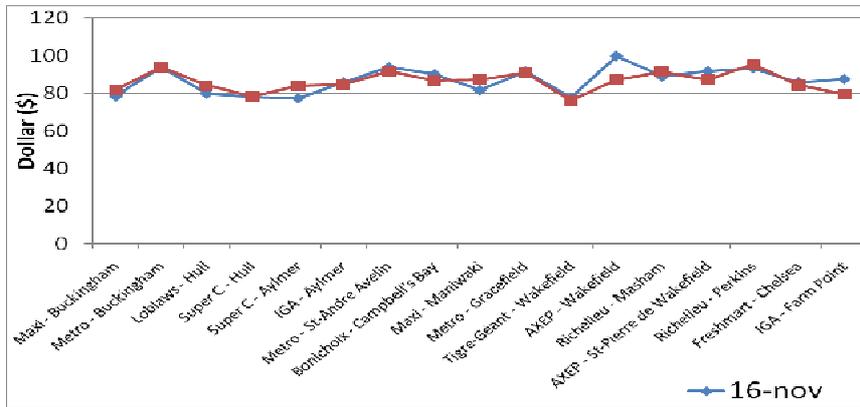


Figure 17. Prix du 16 novembre 2009 comparé avec la moyenne.

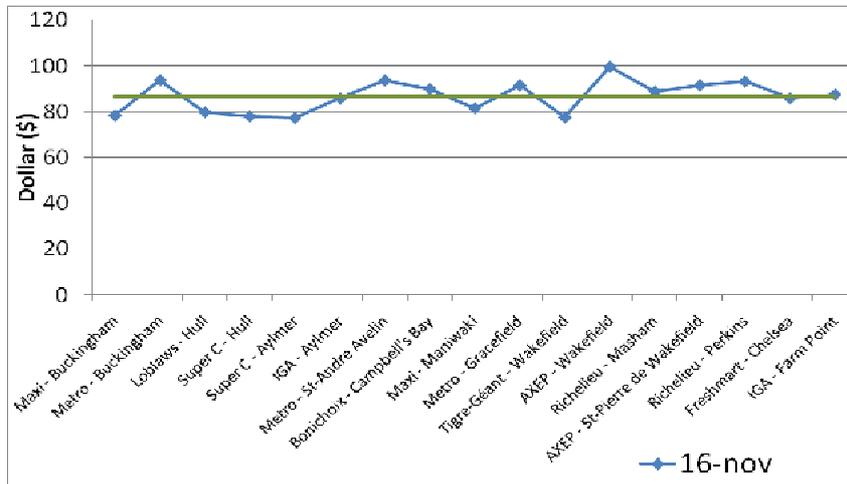


Figure 18. Prix du 1er décembre 2009 comparé avec la moyenne.

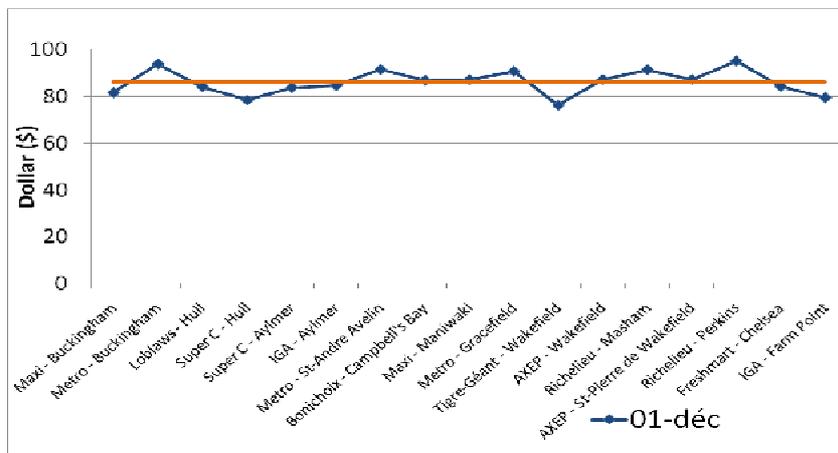


Figure 19. Écart dans les prix du 16 novembre 2009.

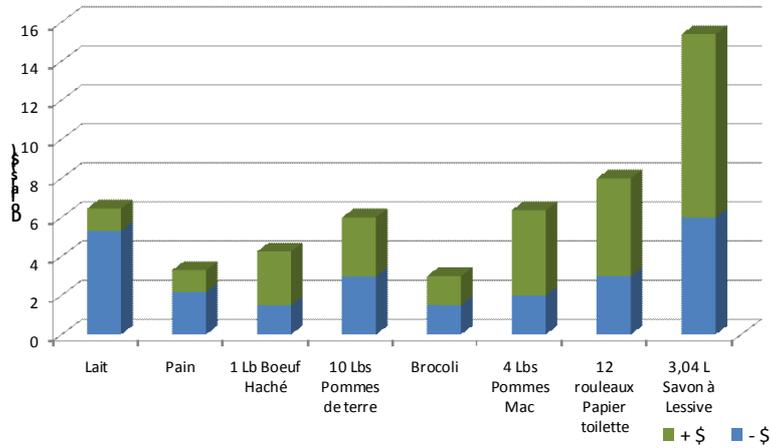


Figure 20. Écart dans les prix du 1^{er} décembre 2009.

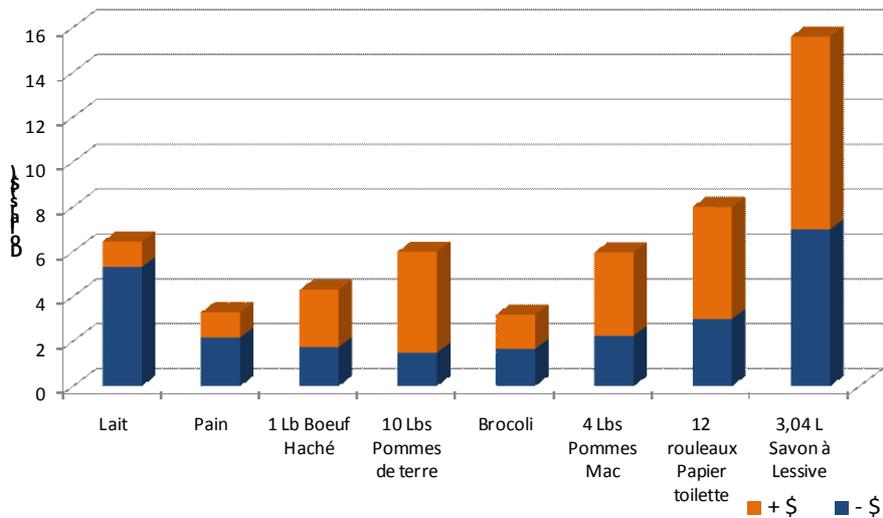


Tableau 4. Écart dans les prix des produits d'épicerie.

	16-nov				Écart
	+ \$	Marché	- \$	Marché	
Lait	6,45	AXEP SPW	5,31	IGA Aylm	1,14
Pain	3,29	Maxi B+MW Loblaws H	2,17	TG W	1,12
1 Lb Boeuf Haché	4,25	Richel Perk	1,49	SC Hull	2,76
10 Lbs Pommes de terre	5,99	Metro B + Richel Perk	2,97	TG Wak	3,02
Brocoli	2,99	Bonichoix CB	1,50	SC H+Aylm	1,49
4 Lbs Pommes Mac	6,36	Fresmart Che	1,99	Maxi B	4,37
12 rouleaux Papier toilette	7,99	Metro Gracef	2,99	Maxi V+MW	5,00
3,04 L Savon à Lessive	15,38	AXEP Wak	5,99	Bonichoix CB	9,39

	1er décembre				Écart
	+ \$	Marché	- \$	Marché	
Lait	6,45	AXEP SPW	5,31	Richel Perk	1,14
Pain	3,29	Maxi B	2,17	TG Wak	1,12
1 Lb Boeuf Haché	4,29	SC H+Aylm	1,74	Fresm Chel	2,55
10 Lbs Pommes de terre	5,99	Richel Perk	1,49	IGA FP	4,50
Brocoli	3,19	AXEP Wak	1,66	SC H+Aylm	1,53
4 Lbs Pommes Mac	5,96	Metro Gracef	2,24	Loblaws H	3,72
12 rouleaux Papier toilette	7,99	Richel Perk	2,99	Maxi B	5,00
3,04 L Savon à Lessive	15,58	AXEP Wak	6,99	Bonichoix CB	8,59

Tableau 5. Écart dans les prix totaux du panier d'épicerie.

	+ \$ 16 nov	Marché	- \$ 16 nov	Marché	Écart
	Produits alimentaires	72,18	Bonichoix CB	54,98	
Produits de consommation	28,03	AXEP Wakef	17,85	Bonichoix CB	10,18
Total du panier	99,74	AXEP Wakef	77,26	SC Aylmer	22,48

	+ \$ 1 déc	Marché	- \$ 1 déc	Marché	Écart
	Produits alimentaires	71,43	Metro Buck	55,96	
Produits de consommation	27,09	Richel Masham	18,48	Bonichoix CB	8,61
Total du panier	95,16	Richel Perkins	76,28	TG Wakef	18,88

Constats

1. Écarts significatifs de prix compris pour un produit à « prix réglementé » (lait)
2. Le Tigre Géant n'est pas toujours le moins cher et il y manque plusieurs produits
3. Le choix est moins étendu en milieu rural
4. La date du panier le plus cher
5. Un drôle d'exemple ... Campbell's Bay
6. La situation de Buckingham
7. Les écarts de prix entre les deux dates de vérification



3. Les gourmandises

4.1. Programme « Bouffe-Santé »

*Donna Lévesque, Directrice
Marjolaine Bouchard, Coordonnatrice des Alternatives Alimentaires,
Centre Alimentaire Aylmer*

25

Cette initiative a vu le jour en juillet 2008. Elle se voulait une alternative au Sac du Mois, qui lui, est constitué d'aliments non périssables, d'une livre de bœuf haché mais d'aucun fruit ou légume frais. Il s'agit d'un simple dépannage.

Comment on s'y est pris...

On a d'abord effectué un sondage auprès de la clientèle pour nous assurer que tous avaient l'équipement de base nécessaire pour être en mesure de reproduire les recettes. On a proposé des recettes pour l'utilisation de restes (exemple : restes de dindes des fêtes, de jambon...) puis, on a élargi la fourchette des suggestions.

Dans le programme Bouffe-Santé, on prend en considération la disponibilité des aliments selon les saisons et les spéciaux des épiceries. On tient compte aussi des recommandations du Guide alimentaire canadien dans l'élaboration des menus et on propose des accompagnements pour bonifier les recettes (exemple : servir avec du pain de grain entier ou une légumineuse).

Comparaison avec les Sacs du mois :

Plus grande variété dans les aliments fournis, souci de la valeur nutritive des aliments. Moins de conserves et d'aliments préparés, des fruits et des légumes frais. Même si les participants doivent contribuer en partie financièrement, la valeur des ingrédients remis est de beaucoup supérieure. L'exercice est participatif ; il exige plus de planification, d'implication et d'audace de la part des participants.

Mais qu'est-ce que c'est ?

Le programme Bouffe-Santé est un projet pilote. Il fait partie de ce qu'on appelle les Alternatives Alimentaires, c'est-à-dire, des mesures, activités qui proposent d'autres choix à la clientèle que nous desservons.

Dans un but d'éducation populaire mais aussi de prise en charge par la personne elle-même dans la solution à ses problèmes en matière de sécurité alimentaire, c'est une alternative au « sac du mois », c'est-à-dire, au dépannage mensuel auquel ont droit les familles démunies pour la modeste somme de 1,00 \$. Le prix n'est que symbolique mais implique une participation, si minime soit-elle, face à la gratuité passive.

L'exercice de Bouffe-Santé consiste à proposer 7 repas complets, de pré-mesurer les ingrédients et de suggérer aux participants d'essayer de reproduire les recettes. C'est pour eux une occasion de découvrir des aliments nouveaux et parfois même de nationalités différentes.

Les recettes sont revues et corrigées afin d'être équilibrées et faciles d'exécution, ne demandant pas trop d'ingrédients. On suggère aussi un accompagnement approprié afin de

bonifier davantage le mets. Au menu, un plat de chacune de ces viandes, bœuf, poulet et porc, deux salades-repas et deux soupes-repas.

Les points forts...

Une douzaine de familles se prévalent de ce programme 3 ou 4 fois l'an. Cela implique une planification car elles doivent contribuer à une partie des coûts du programme. Leur contribution financière représente environ le quart des coûts réels, la balance étant assumée par le Centre Alimentaire Aylmer. Une évaluation est faite après chaque exercice et, de fois en fois, les mêmes participants récidivent. Ils se disent très satisfaits de ce programme.

Les défis à relever...

- Faire connaître davantage le programme et le rendre accessible à un plus grand nombre de familles ; pouvoir en assurer son financement.
- Proposer une implication de plus en plus grande des participants à l'élaboration des recettes, partage de leurs meilleures recettes, etc...
- On souhaiterait que les participants en viennent à s'approprier le projet et en assumer eux-mêmes la préparation (mesurer, ensacher, faire les achats...).
- Que les participants modifient leurs habitudes dans la cuisine et osent sortir des sentiers battus.

26



4.2. Jardin Éducatif du Pontiac

*Jacques Robitaille, Coordonnateur,
Jardin Éducatif du Pontiac*

Le Jardin Éducatif du Pontiac est un organisme qui offre des services de rééducation à l'intention des jeunes Pontissois (francophones et anglophones) présentant des difficultés d'intégration et d'adaptation scolaires, sociales et familiales (10-17 ans).

Entre autres, une des activités offerte pour les jeunes est le « Camp de jour estival axé sur l'horticulture ». Celle-ci permet aux jeunes de vivre une expérience de groupe différente et positive (durée 7 semaines) pendant l'été.

« Cultiver sa réussite »

Au Jardin Éducatif du Pontiac on fait deux choses :

En 1999 on a ouvert un jardin pour les jeunes en difficulté de la région. On est dans un vaste territoire et les jeunes en difficulté sont éparpillés un peut partout. On les a rassemblés autour d'un jardin communautaire, ça veut dire qu'on fait pousser des légumes. On paye 15 \$ par jour aux jeunes pour travailler dans le jardin et ils vendent leurs produits au public. Alors, les autos arrêtent, les gens débarquent et là, c'est le cours de mathématique 101. Tu as une petite caisse et il faut que ça balance, car on vend au public.

20 ans plus tard on a grandi, on est sur le bord de la route 148. On ne vend plus seulement directement au public. On a des étiquettes et on vend dans les marchés locaux. C'est formidable la réponse, on sent la fierté des gens. Quand un jeune de 14 ans entre chez Bonichoix et qu'il voit les radis affichant « Jardin Éducatif du Pontiac », c'est la fierté. Le gens achètent nos produits comme des petits pains chauds.

Mais nous sommes avant tout un organisme œuvrant contre le décrochage scolaire, c'est notre but premier. On reçoit les jeunes dans une mini-école. Tous ces jeunes qui pour différentes raisons ne sont plus capables de continuer leur chemin dans l'environnement scolaire normal, viennent chez nous pendant un certain temps avant de retourner dans le système scolaire.

Donc nous sommes une école parallèle. Les deux projets se rejoignent car ils s'adressent souvent aux mêmes jeunes qui démarrent leurs semis en classe au mois d'avril.

On fait pendant l'été beaucoup d'activités. Le sport extrême pour des jeunes en déficit d'attention, c'est formidable. Lorsqu'ils sont confrontés à quelque chose de difficile, c'est là qu'on obtient leur attention.

Nos jeunes manipulent des pelles, des skippers, des snippers, des rippers, des machines. (c'est quoi en français ??? j'ôterais toute cette première phrase car elle n'ajoute rien) On travaille avec des machines, on les répare, on travaille avec des choses dangereuses. C'est une grande fierté pour nos garçons de les faire fonctionner de façon sécuritaire, on aime prendre ce risque.

On a 12 acres, on en exploite 3. On aimerait que les 12 acres servent pour un projet avec 30 jeunes sélectionnés par les travailleurs sociaux de la région parce que lorsqu'ils ont une difficulté particulière, on les accompagne grâce à un travail d'équipe, mais aussi avec beaucoup d'activités amusantes.

On aimerait que le terrain serve à produire de la nourriture localement pour entre autres supporter Bouffe-Pontiac, qui est un organisme de la région qui en a bien besoin. On aimerait un jour arriver à nourrir une partie des gens en difficulté mais en échange d'un effort quelconque.

On est axés vers la production de petits fruits car la saison est courte (4 mois) et on veut que nos jeunes suivent tout le processus de production.

On fournit déjà quelques organismes de la région : cuisines collectives, maison de la famille, maison pour les femmes victimes de violence conjugale.



4.3. Magasin Partage Alimentaire

*Ellen Boucher, Coordonnatrice,
Bouffe Pontiac
Rhonda Boucher, Coordonnatrice,
Le Grenier des Collines*

Le Magasin Partage Alimentaire se veut une option supplémentaire qui est offerte aux familles à faibles revenus qui pourront alors choisir de participer à l'activité ou bien de recevoir le traditionnel panier de Noël. Au Magasin Partage Alimentaire, les personnes peuvent choisir les denrées fraîches et non périssables, dont elles ont besoin. Selon la taille du ménage, chacun paie un coût minime pour son panier. Une évaluation permet aux participantes de dire leur mot. De plus, les personnes peuvent participer à l'organisation du Magasin Partage Alimentaire.

28

Les principales caractéristiques sont :

- Les personnes ont la possibilité de choisir la nourriture qu'elles désirent.
- Les personnes sont consultées à l'aide d'un sondage pour identifier et déterminer ce qu'elles désirent retrouver au Magasin Partage Alimentaire.
- Les personnes peuvent s'impliquer de diverses façons dans la mise sur pied du Magasin Partage Alimentaire.
- Les personnes doivent payer un petit montant pour leurs aliments.
- Le Magasin Partage Alimentaire est organisé comme une épicerie, avec des étagères remplies d'aliments et avec des paniers d'épicerie.
- Chaque ménage sera accompagné d'une personne qui l'aidera à comprendre le fonctionnement du Magasin Partage Alimentaire.
- Le Magasin Partage Alimentaire offre la possibilité aux personnes de recevoir, mais de donner aussi. Elles peuvent donner du temps au projet.
- La mise sur pieds du Magasin Partage Alimentaire devient un endroit idéal pour développer des amitiés et échanger avec d'autres personnes.
- Le Magasin Partage Alimentaire sera composé d'une grande variété d'aliments sains et équilibrés.
- Les personnes doivent se déplacer pour venir au Magasin Partage Alimentaire.
- Pour le Magasin Partage Alimentaire, un service de transport sera disponible ainsi qu'un service de gardiennage.



4.4. Formation en alimentation

*Michel Cyr, Président du CA,
Louise Barbe, Cuisinière,
L'Entraide de la Vallée*

Organisme ayant pour mission d'améliorer la sécurité alimentaire des personnes et des familles vulnérables vivant sur le territoire de la Vallée-de-la-Gatineau.

L'Entraide de la Vallée répond à la demande d'aide alimentaire de près de 400 familles du milieu sur une base régulière et travaille à sensibiliser les jeunes du milieu scolaire à la bonne alimentation, à l'entraide et à l'autonomie alimentaire.

En plus de récupérer les surplus des épiceries de son milieu et de les cuisiner pour les redistribuer aux centres d'aide alimentaire de la Haute Gatineau, l'Entraide de la Vallée offre une cuisine collective et un jardin collectif.

Les formations en alimentation ont commencé afin de répondre au besoin des jeunes qui s'appêtent à quitter leur foyer pour continuer leurs études en ville. Apprendre à se familiariser avec la cuisine, ses outils, la sécurité, les aliments et les recettes est indispensable pour que ces jeunes puissent prendre en main leur sécurité alimentaire.

Les formations sont données dans les écoles « en profitant » des espaces qui jadis étaient destinés aux cours « d'économie familiale ». Ils sont offerts aux jeunes de secondaire 4 et 5 qui ont entre 16 et 18 ans.

On y travaille sur la lecture des étiquettes, sur l'emplacement des aliments dans une épicerie, sur les différents prix et marques de commerce. On travaille sur le bon moment pour faire une épicerie (ventre pleins ou ventre vide). On fait l'épicerie.

En arrivant à la classe, chaque personne s'installe avec une recette, les outils nécessaires et les ingrédients requis et on se lance. Après, on compare : Pourquoi ton muffin est plus dur que le mien ?, Pourquoi est-ce que ma pizza est si salée ?, Qu'est-ce que j'aurais dû faire ? Comment est-ce que j'aurais dû mesurer ? Quoi faire avec les restes ?

La maxime : « Il faut que cela soit mangeable ». On apprend en cuisinant. Les jeunes apprennent puis ensuite, partagent cela en famille.



4. Le dessert

5.1. Regard sur le monde

Luc Montreuil, CRDI

Sécurité alimentaire et développement social en Outaouais :

Contribution des recherches et politiques locales en appui à l'agriculture urbaine dans le Sud mondial

Contexte : tendances lourdes qui problématifient la sécurité alimentaire

Urbanisation : le centre de gravité démographique bascule vers les aires urbaines (40 % des villes des pays dits développés ont accusé un fléchissement de leur croissance ou une perte de population durant les années 90). Les densités moyennes sont à la baisse.

Urbanisation de la pauvreté : le niveau de pauvreté urbaine, actuellement à 30%, devrait grimper à 50% en 2020 (Dans les pays dits développés, beaucoup de centre-villes s'appauvrissent)

Poids de l'alimentation : dans la moitié des plus grands centres métropolitains, l'item absorbe plus de 50% des dépenses des ménages (60-80% chez les plus démunis). A Ottawa en 2009, le panier alimentaire du ménage moyen coûtait 15-20% plus cher qu'un an plus tôt.

Renforcer l'approvisionnement local : l'agriculture urbaine. La pratique de l'AU ainsi que sa contribution à l'approvisionnement alimentaire des villes, surtout dans le Sud mondial, devra s'accroître à tout le moins au cours des deux prochaines générations.

Agriculture urbaine : Secteur d'activités économiques reliées à l'agriculture et installées à l'intérieur ou aux environs d'une aire urbaine

Cultive/élève, transforme et distribue (analyse des filières, géographie à rationalité économique : transformations in situ pour accompagner la dynamique urbaine intensification, combinaison avec autre production, spécialisation, remplacement, combinaison avec activité non-agricole, transformation, relocalisation)

Multitude de produits, alimentaires et non-alimentaires : plus de 40 systèmes de production (PNUD, du verre à soie au cheval, des champignons aux arbres fruitiers)

Ré(utilise) des ressources matérielles et humaines, des produits et des services surtout provenant de cette aire urbaine et des environs.

Fournit des ressources matérielles et humaines, des produits et des services surtout à cette même aire urbaine et environs

Sécurité alimentaire

Les volumes des productions sont considérables (milliers de tonnes, millions de litres), en majorité des aliments frais, importantes sources de micro-nutriments.

Le nombre de ménages impliqués varie beaucoup.

Ces productions représentent une part non négligeable de la consommation globale des ménages.

Là où les données sont disponibles, on note une croissance de sa contribution à l'approvisionnement de la ville et des ménages.

Sécurité économique

Des milliers de producteurs et des dizaines de milliers de travailleurs peuvent être impliqués dans une production donnée.

Plus la valeur du produit est élevée, plus grande est l'apport de cette production au revenu du ménage.

Revenus et salaires se comparent avantageusement à ceux de travailleurs manuels non qualifiés, parfois supérieurs à ceux de fonctionnaires publics de niveau intermédiaire.

Les épargnes annuelles en achat d'aliments équivalent à plusieurs mois de salaire minimum.

Conditions aidantes

International : crises des systèmes financiers, des marchés d'échanges, des systèmes de production agro-alimentaire, changement des régimes climatiques.

National : crises politiques, politiques agricoles défavorables aux vivrières ou au marché national, politique pro-Agriculture Urbaine, croissance urbaine, pauvreté, transition économique, ajustements macro-économiques, calamités.

Régional : rupture des réseaux d'approvisionnement alimentaire des villes, dépendance de sources lointaines, climat dominant, traditions alimentaires.

Centre urbain : croissance et densité, géographie du site, répartition du bâti, niveaux d'emploi et de pauvreté, préférences des consommateurs, créneaux de marché, initiatives publiques, application de la réglementation.

District : localisation dans la ville, zones d'utilisations du sol, densité de l'habitat, espaces libres, catégories de revenus, initiatives de quartier en Agriculture Urbaine.

Ménages : compétences agricoles, profil occupationnel, genre, âge, formation scolaire, statut foncier, réseautage.

L'agriculture dans et pour la ville : répondre à de multiples enjeux urbains.

L'agriculture urbaine ne peut plus gérer seule son devenir, elle doit s'engager à répondre aux attentes urbaines. Le principe de la réciprocité doit s'appliquer : à partir du moment où la ville lui assure sa durabilité, l'agriculture urbaine doit s'astreindre à accepter la négociation avec les autres acteurs. L'agriculture urbaine peut répondre aux enjeux urbains à condition qu'elle soit clairement insérée dans le projet urbain.

* Décloisonner les interventions visant à améliorer le sort des défavorisés.

* Combiner les objectifs pour élargir les alliances et assurer la pérennité des interventions (ex : Dakar : réduire la morbidité infantile (autofinancement du réseau d'égout de petit diamètre pour évacuer eaux usées ménagères vers des bassins de décantation), assainissement (traitement en bassins de décantation), génération de revenus pour les

jeunes (arrosage de pépinière, pisciculture), verdissement municipal (distribution de jeunes arbres aux écoles).

Agriculture rurale (L'agriculture urbaine repousse la frontière du techniquement possible, cycles raccourcis, usage d'intrants et rendements en hausse, combinaison des systèmes, amélioration des fourrages).

Approvisionnement alimentaire (autonomie, diversification, saisonnalité, résilience).

(les légumes réapparus sur les marchés de Pétionville proviennent plus sûrement des productions maraîchères périurbaines locales que des importations)

Emploi et économie (jeunesse, femmes, personnes âgées, handicapés, coût d'opportunité zéro ou négatif, accès à moindre capital, incubateur d'entreprises, effet multiplicateur).

Santé publique (sûreté des aliments et nutrition, bien-être et qualité de vie, sécurité sanitaire, assainissement et recyclage de ressources)

Gestion environnementale et ressources (mise à profit d'espaces sous-utilisés ou non constructibles, entretien d'espaces ouverts, épuration et réutilisation des eaux résiduelles, de sols contaminés, de déchets organiques et non-organiques).

Aménagement des espaces (mise à profit d'espaces publics et para publics, incitatifs pour espaces de particuliers, valorisation foncière de secteurs déprimés).

Énergie et climat (réduction du transport hydrocarburé et d'émissions de GES, réduction des coûts globaux de la filière, réduction des coûts de climatisation du bâti).

Sécurité et culture (surveillance citoyenne des espaces publics, thérapie de groupes à problèmes, préservation et valorisation de l'identitaire de minorités culturelles, apports aux célébrations religieuses ou folkloriques, sensibilisation environnementale de groupes scolaires).

Les acteurs impliqués

La planification stratégique remplace les méthodes habituelles de planification. Cette planification favorise la réécriture de certaines parties du code de l'urbanisme à la lumière de pratiques sociales reconnues comme étant légitimes et refond ainsi le droit de la ville.

- Société civile
- Groupements communautaires
- Organisations non gouvernementales
- Associations de producteurs
- Associations de consommateurs
- Gouvernement municipal (conseil)
- Administration municipale (départements : développement communautaire, planification sociale, ingénierie, voirie et couloirs de verdure, parcs et loisirs, urbanisme, gestion des déchets solides, économie rurale, santé, éducation)
- Organismes/établissements publics
- Éducation (écoles, universités, collèges techniques, centres de formation)
- Santé (dispensaires, hôpitaux, hospices, résidences, centres de réhabilitation)

- Centres d'emploi (ministères et agences sectoriels)
- Sécurité (prisons, maisons de détention, casernes militaires)
- Entreprises d'État
- Autorités portuaires, aéroportuaires
- Chemins de fer, entreprises de génération et distribution d'électricité, autres servitudes
- Secteur privé
- Usines, centres manufacturiers
- Restaurants et hôtels
- Clubs de loisirs et récréation
- Complexes résidentiels (adaptés ou planifiés)
- Espaces résidentiels de particuliers
- Politiques publiques pour intégrer l'agriculture à la ville (études de cas)
- Exhortations et décrets (autorisation et encouragement)
- Plans directeurs de ville (utilisation du sol reconnue, protégée)
- Législation nationale (code d'urbanisme)
- Réglementation municipale, incitatifs fiscaux (réduction de l'impôt foncier, charges de services, permis d'occupation temporaire)
- Dispositifs institutionnels (groupe de travail, programme, bureau, item budgétaire)
- Intégration à des politiques sectorielles (aménagement physique, développement économique)
- Mise en réseau (pour lignes directrices pour politiques municipales)



5. Le digestif

6.1. Rêvons : perspectives d'avenir

- Souveraineté alimentaire
 - Agriculture Urbaine
 - Revendiquer des espaces verts pour des Jardins Urbains
 - Développer les Jardins Communautaires et Collectifs
 - Réciprocité fournisseur – consommateur. Rapprochement pour éviter les intermédiaires
 - Interpeller la Ville pour appuyer les processus des alternatives alimentaires et pour l'utilisation des espaces verts municipaux pour la production agricole afin de partager les récoltes à l'automne.
- Appuyer les projets pilotes (ex. avec Hydro Québec – Frigo), afin de « Répondre » aux besoins de base des ménages (ex. équipements de base : frigo, cuisinière...). Il n'y a pas d'argent.
- Revendication des droits sociaux (changements structurels), dimension politique et économique (Politique Faim).
- Travailler le local et le global.
- Pression pour réintroduire les cours d'économie familiale dans les écoles. Les locaux existent !, il faut rappeler le mandat d'éduquer.
 - Soutenir la population dans « l'éducation » à l'appropriation du pouvoir, le sentiment d'appartenance, la qualité de vie, la prise en charge.
 - Éducation des jeunes à une saine alimentation / projets éducatifs autour de la TCFDSO...
 - Encourager le retour à la source, les repas en famille. « Le fait que quelqu'un cuisine pour toi, veut dire que cette personne tient à toi !. » Qualité de la santé.
- Lors de la planification d'un projet, il est important d'élargir les « objectifs » (sociaux, écologiques, économiques, physiologiques, etc...)
- Renforcer et augmenter les projets d'alternatives alimentaires innovatrices.
- Important d'analyser qui a faim.



6.2. Mot de la fin

*Mario Corbeil, Direction de la Santé Publique,
ASSSO*

La Journée de Réflexion a permis de constater l'importance du rôle de la TCFDSO pour mobiliser les différents acteurs de l'Outaouais notamment afin de poursuivre la réflexion et développer des projets de recherches sur les enjeux de la sécurité alimentaire ; d'élargir les partenariats pour faire améliorer la sécurité alimentaire dans notre région et d'innover en la matière. Le deuxième constat a été que la sécurité alimentaire comporte de multiples dimensions, que ce soit l'accès aux aliments sains, la production et la distribution alimentaire ou encore le développement d'initiatives qui allient environnement et sécurité alimentaire. Les participants ont décrit la journée comme enrichissante et riche en apprentissages.

35



6. Glossaire

Aide alimentaire : L'aide alimentaire est offerte par des organismes qui travaillent en première ligne afin de soulager immédiatement et ponctuellement les personnes qui ont faim.

Appartenance : Le mot fait référence au fait d'appartenir à quelque chose. En particulier appartenance à un groupe, une nation « sentiment d'appartenance.

Consommateur : Est une personne physique ou une personne morale qui utilise à titre personnel un bien ou service. La notion de consommateur et de consommation sont essentiellement économiques. Le consommateur est caractérisé par sa faculté de choisir sur un marché concurrentiel.

Entraide alimentaire : Dans les groupes d'entraide alimentaire, les participants s'impliquent dans les décisions qui les concernent en toute dignité. En plus de reprendre confiance en eux, ils posent des gestes qui vont avoir un impact à long terme sur leur alimentation et celle de leur famille.

Producteur : C'est une personne ou une entreprise qui produit ou contribue à produire des biens ou des services.

Critère psychographique : C'est un critère basé sur les styles de vies, les croyances, les valeurs, les personnalités des consommateurs. C'est un critère parfois difficile à mettre en œuvre car il nécessite la réalisation d'études complexes.

Sécurité alimentaire : Le droit à l'alimentation est un droit fondamental.

Il y a sécurité alimentaire lorsque toute personne d'une population a accès en tout temps et en toute dignité à un approvisionnement alimentaire de quantité suffisante et de qualité adéquate, à coût raisonnable et respectant ses valeurs culturelles.

La sécurité alimentaire suppose un pouvoir d'achat approprié et l'accès à une information simple et fiable permettant de faire des choix éclairés, assurant à la personne le maintien et l'amélioration de sa santé, de son bien-être physique, mental et social, tout en favorisant l'exercice de tous ses droits fondamentaux.

Sociodémographie : C'est une branche de la démographie qui étudie avec une attention particulière les causes et les implications sociétales des dynamiques de population. Elle tend à emprunter ses concepts et

ses méthodes à la sociologie, et notamment à la sociologie des rapports sociaux, des générations ou de la santé.

Souveraineté alimentaire : La souveraineté alimentaire est présentée comme un droit international qui laisse la possibilité aux pays ou aux groupes de pays de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays. La souveraineté alimentaire est donc en rupture par rapport à l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'OMC.

Complémentaire du concept de sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire accorde en plus une importance aux conditions sociales et environnementales de production des aliments. Elle prône un accès plus équitable à la terre pour les paysans pauvres, au moyen si nécessaire d'une réforme agraire et de mécanismes de sécurisation des droits d'usage du foncier.

Au niveau local, la souveraineté alimentaire favorise le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux. Les cultures vivrières et l'agriculture familiale de petite échelle doivent être favorisées, du fait de leur plus grande efficacité économique, sociale et environnementale, comparée à l'agriculture industrielle et les plantations de grande échelle où travaillent de nombreux salariés. La place et le rôle des femmes sont privilégiés.



7. Bibliographie

- Équiterre, 2010, *La souveraineté alimentaire : une stratégie à privilégier*, <http://www.equiterre.org/agriculture/alimentation/souvalimentaire/>
- Institut de la statistique du Québec, *Revenus et dépenses d'exploitation selon la tranche de revenu de l'exploitation agricole*, Québec, Ontario, Canada, 2007, http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/filr_bioal/indic_indus_bioal/ta4-2007.htm
- MAPAQ, 2008, *Bottin statistique de l'alimentation, Édition 2008*
- MAPAQ, 2008, *Portrait sommaire: l'industrie agricole et agroalimentaire du secteur de l'Outaouais*
- Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire, 2007, *D'abord nourrir notre monde*, http://nourrirnotremonde.org/souverainete_alimentaire
- Van Der Steen, 2002, *De la sécurité à la souveraineté alimentaire*, <http://www.csa-be.org/spip.php?article5>
- Wikipédia l'encyclopédie libre. www.fr.wikipedia.org